

Dossier

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[96] (2008)**

Heft 1521

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La ville au XIXe siècle : lieu d'émancipation ou de contraintes ?

Rencontre avec la célèbre historienne française Michelle Perrot. Grande spécialiste de l'histoire des femmes au XIXe siècle, la professeure émérite a eu la gentillesse d'accepter de nous éclairer sur le «vivre en ville» des femmes de cette époque. Pensée au masculin, la ville n'en est pas moins un lieu d'émancipation relative pour les femmes du peuple. Bonnes ou couturières, elles sillonnent les rues de la ville et une partie d'entre elles accèdent à une certaine autonomie. *Compte rendu.*

Estelle Pralong

La ville n'est pas d'abord pensée pour les femmes. C'est à elles qu'il revient d'essayer d'y faire leur chemin. Beaucoup de lieux leur sont interdits: la bourse, évidemment, les cafés et – la nuit – la rue. Une honnête femme ne se rend pas seule dans un café. Ou alors à ses risques et périls. Passée une certaine heure, l'honnête femme ne s'aventure pas non plus dans la rue, sous peine d'être considérée comme une prostituée ou victime de violences sexuelles. En outre, la police recherche et arrête les prostituées clandestines, celles qui ne sont pas «en carte». A Paris, elles sont arrêtées et emmenées pour une visite médicale... Cependant, pour les femmes rurales qui viennent en ville, celle-ci représente un desserrement relatif des contraintes patriarcales. Elles sont placées comme domestiques, deviennent ouvrières dans des ateliers de couture ou vendeuses dans les Grands Magasins. En 1914, plus de la moitié des femmes qui travaillent le font dans le secteur des services.

L'âge des bonnes

Entre 1820 et 1950, les villes se développent et avec elles, la domesticité. Dès qu'un bourgeois en a les moyens, il veut se faire servir: selon le modèle aristocrate, le service anoblit. Il s'agit d'avoir au moins une domestique: la bonne. Elles sont jeunes, très généralement exploitées, mangeant mal – les restes d'une petite bourgeoisie plutôt radine – vivent au 6^e étage dans des chambres minables, sans feu ni eau. Les conditions de promiscuité favorisent les viols, les relations sexuelles plus ou moins imposées par le voisin, le patron ou son fils. L'absence de contraception cause des ravages. «Un polichinelle dans le tiroir», les bonnes se rendent à la maternité de Paris : infanticides et abandons sont fréquents. Difficiles pour elles de garder un enfant illégitime... Cependant, des petites bonnes s'en sortent. Nourries, logées, payées, elles peuvent, en marge de l'argent qu'elles envoient à leur famille, faire des économies pour constituer une dot et se marier. Pour les ouvriers, elles sont un bon parti: de bonnes ménagères pourvues d'une dot.

Ouvrières ou vendeuses dans les Grands Magasins, certaines femmes font de petites carrières

Moins confinées, les ouvrières trottent dans la rue, font des courses pour elles, pour leur ménage, pour l'atelier de couture. Elles vont et viennent d'autant plus qu'elles sont femmes du peuple. Les couturières travaillent dans des ateliers ou à domicile. Le travail est dur, ouvrières mal payées, mal nourries, qui doivent travailler la nuit en «période de presse», elles vivent dans des conditions d'hygiène déplorable: des nids à tuberculose. D'un autre côté, elles peuvent socialiser: les couturières se rencontrent, se parlent, échangent. Elles sont fières de leur métier, de travailler de beaux tissus, d'être à la mode. Certaines s'émancipent, font des petites carrières, ouvrent un atelier en province. Ces petits ateliers de province ont un rôle social important et leur confèrent un certain statut. Pour les ouvrières à domicile, l'objectif est d'avoir sa Singer. Economiser et l'acheter à tempérament. Mariées, elles peuvent à la fois tenir leur ménage et avoir un travail salarié. Elles «pédalent» sur leur machine et livrent une fois par semaine à l'atelier le fruit de leur labeur.

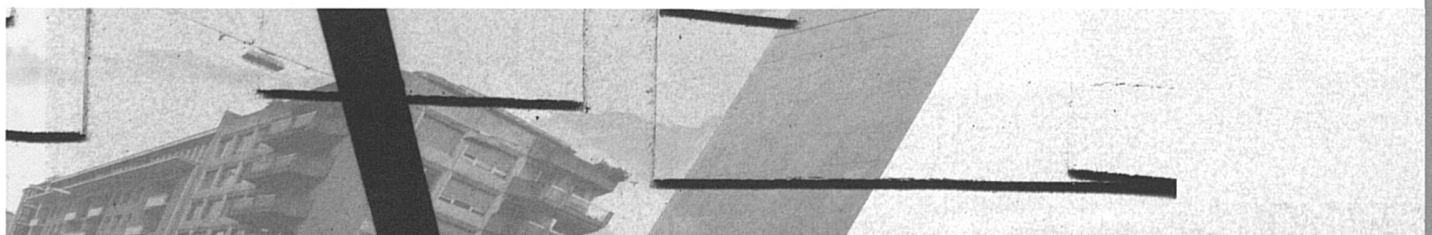
Le XIXe est aussi l'époque des Grands Magasins. La bourgeoisie y vient d'abord en famille puis progressivement, les femmes y viennent seules. Lieux de tentation, les vols y sont fréquents. Vendeuses, femmes du peuple, bourgeoises, elles volent. Le phénomène est tel que la psychiatrie inventorie cette nouvelle maladie sous le nom de cleptomanie. Les conditions de travail des vendeuses sont difficiles, elles sont soumises à des hommes selon une hiérarchie militaire. Les chefs de rayon dirigent d'une main de fer leur escouade de vendeuses. Pourtant, une minorité de vendeuses parvient tout de même à faire carrière. Leur ascension sociale leur procure une relative émancipation. Ainsi, les femmes du peuple sont souvent plus libres de leurs mouvements que les bourgeoises.



Les bourgeoises sont assimilées à leur intérieur

Les bourgeoises sont assimilées à leur intérieur. De plus, sortir pour une femme «comme il faut», c'est tout un cérémonial: habits, chapeaux, gants, etc. Les jeunes femmes de la bonne société ne sortent jamais seules. Elles sont toujours accompagnées, au moins par une dame de compagnie. De nombreux domaines, comme la politique ou l'art, leur sont fermés. Elles n'auront accès aux écoles des beaux-arts qu'en 1900. Et encore, la plupart des professeurs ne les prennent pas vraiment au sérieux! Pourtant, certains lieux leur sont réservés: les salons de thé, les pâtisseries. Très peu d'hommes fréquentent ces lieux «sucrés» et toujours avec une femme. Les églises ou associations catholiques représentent aussi des espaces de socialisation. Les bourgeoises s'y rencontrent, s'adonnent au philanthropisme. En outre, la ville est un lieu de représentation de la bonne société. D'une certaine manière, les bourgeoises ont le devoir d'intervenir dans l'espace public. Dans les salons, par exemple, espace intermédiaire entre le privé et le public, les maîtresses de maison règnent. Les femmes doivent aussi jouer leur rôle dans la vie mondaine urbaine: théâtres, salles de concert, expositions. Il s'agit cependant d'un rôle appris, d'un devoir de représentation. Une tenue pour chaque moment de la journée, leur corps est soumis aux commandements de la mode. Elles font figure de portemanteaux, porteuse de la fortune de leur mari. La beauté peut être un avantage mais elle l'est surtout pour les «maîtresses». Un bourgeois peut avoir sa maîtresse en titre et se montrer en public avec elle. Pour ces demi-mondaines, la beauté constitue un véritable capital. Elles sont nombreuses, belles et très indépendantes. Si elles sont intelligentes, elles ne sont pas esclaves du sexe : d'objets, certaines parviennent à retourner la situation et deviennent sujets de sexe.

Finalement, si les contraintes globales – et notamment la domination masculine – touchent toutes les femmes des villes, des échappées sont possibles. Selon l'histoire individuelle de chacune, selon son intelligence, une femme peut s'échapper et accéder à une émancipation relative dans ce monde urbain ou la mixité n'est pas de mise. Entre le masculin et le féminin, la règle est la ségrégation. Les contacts entre les deux sexes sont rares et organisés. La mixité fait peur. Pourtant, dès avant 1914, les signes d'émancipation des femmes s'accroissent dans les grandes villes européennes: les jupes raccourcissent, les cheveux aussi. Les femmes sont en train d'accéder à l'instruction. En 1880, c'est le début des lycées pour filles. Davantage de femmes travaillent. Même des bourgeoises. Travailler pour une bourgeoise est très mal vu. Mais, parfois, contraintes économiques obligent, des femmes de la bonne société accèdent au monde du travail, en tant que répétitrices, par exemple. Les frontières sexuées de la ville se transforment, les mœurs changent pour plus de mixité. La situation des femmes est sans cesse en voie de recomposition, faite d'avancées et de reculs.



Des initiatives pour adapter les budgets aux besoins de chaque sexe

L'allocation des dépenses publiques peut créer des inégalités entre hommes et femmes. Pour y remédier, les initiatives budgétaires sexospécifiques proposent d'analyser les budgets selon le critère du genre.

Clara Jeanne Marc

«Les budgets peuvent sembler neutres en terme de genre. Pourtant, ils reproduisent les partis pris en la matière à travers toute une société. L'analyse des dépenses publiques permet d'identifier les disparités entre hommes et femmes dans l'allocation des ressources.» Simel Esim (1) est économiste au Centre international de recherche sur les femmes (ICRW). Comme d'autres acteurs tels que le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour les femmes, des ONGs ou encore des fondations privées, elle travaille sur les initiatives budgétaires sexospécifiques (IBS). Cette démarche, différente selon le pays et le contexte donné, vise à une plus grande équité entre les sexes à travers des budgets adaptés aux besoins différenciés des hommes et des femmes.

Nées dans les années 1980 en Australie, les IBS partent du constat de l'inégalité toujours flagrante entre les sexes (2). Helena Hofbauer Balmori, directrice de FUNDAR, une institution cherchant à encourager la transition démocratique, souligne que de nombreux pays appliquent toujours des lois qui discriminent les femmes. En Suisse, Bernadette Gaspoz (3) note que la proportion des femmes élues s'élève à 25%, alors qu'elles représentent 52% de l'électorat. Leurs salaires restent inférieurs à ceux des hommes, avec une différence de 21% en moyenne et atteignant les 39% pour les femmes diplômées. Or, comme le souligne Mme Hofbauer Balmori, des gouvernements du monde entier se sont engagés dès les années 1980 pour la promotion des femmes avec les conférences des Nations Unies (dès 1985) et la signature de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, 1980).

Un engagement que la politique peine à intégrer dans la formulation des budgets: «les schémas macro-économiques traditionnels se fondent sur un «homme économique» abstrait, sans autre notion comme le genre, la race ou la classe sociale pour le définir», explique la directrice de FUNDAR. «Or dans la vie, cet homme n'existe pas. Les budgets reproduisent donc cette incapacité à reconnaître les conditions auxquelles hommes et femmes sont confrontées et leurs besoins différenciés.» Au Ghana par exemple, une étude de la Banque Mondiale de 1993-94 analysant le budget de l'Etat a montré que les filles recevaient 45% des subventions pour fréquenter l'école primaire, alors qu'elles représentaient 65% des inscrit-e-s. Pour remédier à de telles situations, les initiatives budgétaires sexospécifiques veulent analyser l'impact potentiel des budgets, à travers la question suivante: «Les politiques allouées risquent-elles de réduire, d'augmenter ou de laisser indemnes les inégalités entre les femmes et les hommes?»

Encore au stade de l'analyse pour la plupart, les ISB ont été mises en oeuvre dans des pays comme le Mexique, l'Afrique du Sud ou la Norvège. Elles sont également timide-ment apparues en Suisse. Bâle a par exemple analysé en 2006 les effets de la politique du canton sur l'égalité des chances entre les sexes, et l'administration fédérale a étudié le budget de l'association Jeunesse et sport sous l'angle du genre. Si la première étape des initiatives budgétaires sexospécifiques consiste en l'analyse d'un budget, Helena Hofbauer Balmori souligne qu'à long terme, il s'agirait «de passer de l'analyse sexospécifique des budgets à leur formulation sexospécifique».

(1) <http://www.genreenaction.net/spip.php?article3087>

(2) http://www.bridge.ids.ac.uk/bridge/reports/BudgetsOR_Fr_FINALVERSION.pdf

(3) http://www.unige.ch/etudes-genre/Certificatformationcontinue/Memoires/Bernadette_Gaspoz_Memoire.pdf

Se loger en ville de Genève

Vivre en ville, c'est aussi s'y loger. Pas toujours facile, surtout à Genève. Rencontre avec la magistrate socialiste Sandrine Salerno, en charge du Département des finances et du logement de la Ville de Genève. La conseillère administrative nous explique ses vœux et ses difficultés en matière de politique de logement. *Interview.*

Propos recueillis par Estelle Pralong

L'émilie : Dans le cadre de votre mandat en matière de logement, vous avez la difficile tâche de gérer la Gérance Immobilière Municipale (1). Pouvez-vous nous présenter la situation ?

Sandrine Salerno : Avec la GIM, la Ville possède un grand parc de 5400 logements. Sur ses 5400 logements, 247 sont des loyers libres et les autres des logements à caractère social. Un des objectifs de ma législature consiste à retravailler le règlement de la GIM. Il s'agit de savoir qui doit bénéficier des loyers à caractère social afin de recréer un lien entre les revenus et les types de logements alloués. En effet, parmi les résident-e-s des appartements de la Ville, 47 % ne sont plus aidé-e-s par la Ville. Ainsi, nous ne savons pas si leur revenu correspond à leur loyer. La crise du logement que connaît Genève, et qui mettra du temps à se résorber, touche évidemment tout le monde. Mais surtout les plus précaire sé-e-s.

L'émilie : Ne pensez-vous pas qu'une des solutions pourraient consister en des formules de logements alternatives ?

SaS : Effectivement, la Ville de Genève est ouverte à différents types de logements. Une partie de la population - les étudiant-e-s, les jeunes en formation, les personnes qui partagent des difficultés personnelles ou sociales - voient des avantages certains aux coopératives et aux logements de type communautaire. Avec le Département de la cohésion sociale de M. Tornare, nous avons le projet de transformer une maison appartenant à la Ville en un logement de ce type. Cet espace serait réservé aux femmes avec enfants - familles monoparentales - avec un encadrement pour la prise en charge des enfants. Les résidentes pourraient ainsi profiter d'espaces de vie communs mais aussi privés. Je porte une attention particulière aux familles monoparentales - pour la grande majorité d'entre elles, les cheffes de famille sont des femmes - ainsi qu'aux femmes avec enfants fuyant les violences conjugales. Ce sont des populations particulièrement vulnérables et qui sont souvent en grande difficulté financière, notamment après un divorce. En outre, ce sont des populations qui sont mal défendues.

L'émilie : On le sait, la crise du logement sévit.

Quelles sont les freins que vous rencontrez pour mener à bien vos projets ?

SaS : En effet, la situation en matière de logement est très tendue, le taux de vacances n'est que de 0,19 % ! Les débats sont dès lors vifs car «privilegier» une population, c'est le faire au détriment des autres. Et il est si difficile de trouver un logement que cela est loin d'être anodin. En outre, nous n'avons pas accès à toutes les données sur nos locataires, mais seulement à celles et ceux qui sont aidé-e-s. De plus, il reste compliqué de rallier une majorité politique autour d'un projet, que ce soit pour des raisons idéologiques ou de visibilité. Enfin, le temps de la démocratie, bien que légitime, est plus lent que celui de la volonté d'un-e seul-e personne. La résiliation d'un bail pour justes motifs prend 3 à 4 ans... Le plus simple serait de ne rien faire! Mais je n'ai pas été élue pour cela.

(1) La GIM est un service du Département des finances et de l'administration générale de la Ville de Genève. Elle met en oeuvre la politique du logement définie par les autorités municipales et est chargée de la gestion des immeubles propriété de la Ville de Genève. Dans ce cadre, elle déploie au quotidien les mêmes activités qu'une agence immobilière.

Egalité entre hommes et femmes dans les villes

Les 4 et 5 avril dernier a eu lieu à Zurich un Congrès sur l'égalité en ville. Une occasion pour la magistrate genevoise Sandrine Salerno de présenter les grandes lignes de sa politique en la matière. La politique de l'égalité de la Ville de Genève est en train de naître et s'appuie sur les trois axes suivants: les ressources humaines, le logement et le budget genré. Il s'agit d'établir un plan d'action concerté entre l'administration, le secteur tertiaire et les associations de terrain. Mais surtout, la conseillère administrative genevoise a pu rencontrer et partager les expériences des responsables politiques et associatifs en matière d'égalité hommes-femmes. De nombreuses villes européennes étaient représentées. Une opportunité de profiter du savoir-faire de la Ville de Bâle en matière de budget genré, des solutions mises en oeuvre à Londres ou à Madrid concernant les femmes migrantes, par exemple. Un lieu et un espace pour élargir et enrichir ses positions en matière d'égalité en milieu urbain.

Une ville la nuit: la part du mythe

Les femmes ont peur de sortir le soir.

Pourtant, elles courent plus de dangers chez elles ou avec leur entourage que dans la rue.

Rencontre avec Isabelle Chatelain, animatrice d'autodéfense Fem Do Chi

(la voie de l'énergie des femmes) qui fait le point sur les dangers réels courus par les femmes.

Elle nous renseigne aussi sur les outils dont nous disposons pour nous protéger sans nous limiter dans nos déplacements. *Interview.*

Estelle Pralong

L'émilie : Quels sont les dangers que courent les femmes lorsqu'elles sortent seules le soir?

Isabelle Chatelain : En réalité, dans la rue, ce sont les hommes qui sont d'avantage agressés physiquement. Le danger est moindre pour les femmes par rapport à des agressions physiques ; la proportion s'inverse dans les agressions se déroulant à domicile. Quant aux violences sexuelles dans la rue, elles sont majoritairement d'ordre verbal ou se limitent à des attouchements. Les violences sexuelles impliquant un contact prononcé, voire une pénétration, sont en majorité commises par quelqu'un de connu et se déroulent au domicile des femmes ou de leur agresseurs.

L'émilie : Pourtant, les femmes ont souvent peur, non?

IC : Effectivement, lors des stages d'autodéfense Fem do chi, la motivation des participantes réside souvent dans la peur qu'elles ont de sortir le soir. Pourtant, quand ces dernières font le récit d'éventuelles agressions, celles-ci ne se sont généralement pas passées dans la rue. Les violences sexuelles dans la rue ou les parkings existent, mais ce risque est minoritaire. La peur est disproportionnée car ces dangers sont mis en avant par les médias et la société. Historiquement, ce discours vise à limiter le déplacement des femmes. Ce qui est réellement dangereux, c'est que les sentiments de peur sont détournés des principaux risques.

L'émilie : Les stages Fem do chi que vous proposer ont une vocation préventive, qu'est-ce qu'on y apprend?

IC : On y apprend à avoir une attitude mentale qui valide nos ressentis, un langage verbal clair et surtout une meilleure compréhension du langage corporel. Le rapport au corps des femmes est souvent lié à la séduction et leur langage corporel donne davantage une image de fragilité que de force. Par exemple, porter des talons, donne une image «vacillante», pas vraiment l'image de quelqu'un de physiquement stable. Idem pour le déhanchement, qui donne un message d'ouverture plutôt que d'ancrage au sol. Il s'agit d'avoir conscience de son langage corporel et d'apprendre à identifier rapidement le danger. Ainsi, les adolescentes et les femmes deviennent plus à même d'écouter les signaux de malaise ou de danger que leur envoie leur corps. Dès lors qu'un tel signal est perçu, il s'agit pour elles de mettre en place ce qu'elles ont appris en matière de langage corporel et de désamorçage des situations conflictuelles. Durant le stage, les jeux de rôle permettent aux participantes de faire part de leur vécu et d'identifier leurs failles. Le but est de se sentir à priori en paix avec soi et avec les autres, et lorsqu'un malaise nous signale un danger, d'être prête à réagir.

L'émilie : Vous parlez de failles, de quoi s'agit-il?

IC : C'est important d'être consciente de ses propres failles, car les agresseurs les utilisent avec talent contre nous. Je vais vous donner un exemple. S'il vous tient à cœur de ne pas avoir de comportements racistes et qu'une personne de couleur vous importune, il va vraisemblablement jouer de cet argument : «vous ne voulez pas me parler parce que vous êtes raciste». Là vous commencez à argumenter que non, et vous vous rendez la tâche plus difficile pour poser vos limites. Par ailleurs, les personnes qui ont un vécu d'agression ont parfois acquis un sentiment d'impuissance qui peut être réactivé dans certaines situations ce qui empêche d'agir verbalement et/ou physiquement pour se défendre.

L'émilie : Les femmes auraient du mal à faire confiance en leur propre perception?

IC : Oui, elles ont du mal à faire confiance en leur propre perception, parce que souvent l'éducation des filles focalise sur le fait qu'elles doivent être gentilles, jolies et attentives aux autres, ce qui les pousse à adopter une position réactive au lieu d'une position pro-active. Par conséquent, cela rend la tâche plus difficile lorsqu'il s'agit de mettre des limites et d'être ferme face à quelqu'un qui les importune. Ceci est encore plus flagrant pour les adolescentes qui sont dans une grande confusion pour distinguer un réel compliment d'une remarque lourde et sexiste. Notre tendance à prendre soin de l'autre et à privilégier l'autre dans l'interaction nous pousse à vouloir anticiper ces réactions et à penser que si nous réagissons, nous allons empirer la situation. Pourtant, plus nous écoutons notre ressenti, plus nous nous affirmons, plus facilement nous sortons de situations désagréables, voire dangereuses.

L'émilie : Vous nous avez appris que les femmes courent plus de dangers chez elles que dehors...

IC : C'est vrai et il est capital de le savoir, non pas pour être en permanence sur ses gardes, mais pour pouvoir percevoir les signaux d'alarme. En effet, on nous apprend que le danger vient de l'extérieur. Par conséquent, lorsqu'un proche commet un acte déplacé, il n'est souvent pas perçu comme tel par la personne agressée. La femme aura davantage de peine à identifier le rapport de pouvoir qui s'instaure et le possible danger qui en découle. Elle aura tendance à minimiser ou nier son ressenti, ce qui l'empêchera d'exprimer fermement son désaccord.

Pour tout renseignement concernant les stages Fem do chi, appeler le 022 344 42 42, consulter le site www.femdochi.ch, ou écrivez un courriel à contact@femdochi.ch



La ville, un espace commémoratif

Vivre en ville, c'est aussi habiter un espace commémoratif : monuments, places, noms de rue... Qui honore-t-on, qui oublie-t-on? Concernant les noms de rue, les militaires sont bien plus nombreux que les femmes! Marie Velardi, artiste, et Frédéric Favre, enseignant et assistant réalisateur, ont un projet artistique visant la prise de conscience de cet état de fait. *Explications.*

Estelle Pralong

Lors d'un voyage à vélo en compagnie de Marie Velardi, Frédéric Favre, petit-fils de l'écrivain valaisan Maurice Zermatten, songe à sa grand-mère Hélène Zermatten récemment décédée. Il vient également d'apprendre qu'une place de la ville de Sion portera le nom de son grand-père, en hommage à l'écrivain. «J'ai ressenti comme un hiatus, j'étais en deuil de ma grand-mère, et c'est à mon grand-père que revenaient les honneurs. Pourtant, c'est elle qui lui a permis d'exister en tant qu'écrivain. Elle a assuré sa survie matérielle, mais toujours dans l'ombre. Je me suis dit qu'il fallait essayer de corriger cela. Mon intuition était que l'art serait le meilleur moyen». Ayant travaillé comme coursier à vélo à Genève, Frédéric a une bonne connaissance des noms de rue de la ville, peu de femmes pour beaucoup d'hommes...

Marie Velardi découvre l'appel à candidature du Belluard Bollwerk Festival de Fribourg. Il s'agit de présenter des projets d'interventions ou de performances urbaines visant à détourner les codes de la ville. «Je me suis dit que le contexte était parfait. De plus, Hélène Zermatten est originaire de Fribourg. Nous pouvions présenter notre projet concernant les noms de rue, cela permettrait un changement de perception de la ville.» Après vérification, les 360 noms de rue du centre ville de Fribourg comptent trois noms de femmes...

Leur projet artistique consiste à rebaptiser Fribourg ou Freiburg en Libreville, d'installer de nouvelles plaques de noms de rue afin d'obtenir une parité hommes femmes. Les plaques, à l'identique mais aux couleurs inversées, devaient être réalisées avec le plus grand soin. «Sinon cela dessert le projet, affirme Marie. De plus, cela a beaucoup plus de force si l'on se demande si ce sont vraiment des nouveaux noms, sans identifier immédiatement qu'elles sont temporaires.» Le nouveau nom, l'ancien ainsi que des références sur les femmes choisies, voilà pour le concret. Cette intervention serait accompagnée d'une carte de Libreville avec seulement les nouveaux noms de rue et, au dos, la liste des noms de femmes choisis avec une explication.

Pour ce faire, Marie Velardi et Frédéric Favre ont contacté l'association Femmes à Fribourg et le bureau de l'égalité. «Il nous a paru évident de collaborer avec des associations locales qui connaissent l'histoire de la ville, explique Marie. Notre idée a été reçue avec enthousiasme et nous leur avons demandé de nous aider quand au choix des noms de femmes. Il s'agit d'un véritable travail de recherche et d'une réflexion sur les critères de sélection!» Le projet n'a finalement pas été retenu. « Peut-être était-il trop engagé, estime Frédéric. Les deux jeunes gens ne sont pas du tout découragés. Ils attendent simplement une autre occasion, un autre bon contexte. « Qui on met en avant ou pas, cela a un impact politique énorme, ça nous hante. Il y a plein d'oublié-e-s... ».

«Cela nous plaît vraiment de présenter ce projet en tant que couple, cela permet de sortir de la dualité homme femme, explique Marie». « Oui, pour moi, le contraire du patriarcat, c'est la solidarité entre les sexes, renchérit Frédéric. Cette intervention artistique concrète nous semble propice à une véritable prise de conscience de la quasi-absence des femmes du commémoratif de l'espace public.»